



Déclaration lue au Directeur du SI à Lyon le 19 mars 2026

Monsieur le Directeur du SI, vous avez souhaité rencontrer les responsables syndicaux de la DISI RAAB, et nous vous en remercions.

Cette rencontre est l'occasion de vous transmettre en direct les revendications, les interrogations et les inquiétudes des agents de notre DISI.

Le temps imparti est, comme d'habitude, court et nous allons le mettre à profit pour aborder quelques sujets récents qui nous interpellent.

La CGT a été alertée de la présence sur un forum d'un message calomnieux mettant en cause la probité de la DGFIP dans l'organisation des concours PSE. Le site hébergeur se permettant d'afficher une cocarde ! Nous trouvons extrêmement dommageable l'absence de réaction volontaire de l'Administration qui préfère laisser les calomnies en ligne. Cela dessert non seulement l'attractivité de la DGFIP mais est également préjudiciable à tous les agent.es qui s'investissent dans l'organisation des concours.

Le Schéma Directeur du Numérique (SDNum) revendique une maîtrise interne renforcée du système d'information. Pourtant le recours aux prestataires reste massif comme en témoigne les derniers recrutements au sein de notre DiSI (plus de 70 % de droit privé cette année).

Cette situation fragilise la sécurité, complexifie la maintenance et accroît la dépendance aux acteurs privés, en contradiction avec les objectifs affichés de souveraineté.

De plus, un épisode très récent a rappelé à la DISI les responsabilités que porte la direction locale dans le processus de sélection des candidats, pouvant occasionner difficultés et tensions dans le cas d'un mauvais recrutement.

Enfin, pour la CGT, le recours aux contractuels est significatif de la précarisation de l'emploi public. Cette précarité est d'ailleurs encouragée par la DGFIP à travers l'abandon des règles de gestion pour les mutations ainsi que par les nouveaux modes de calcul du volume d'emplois.

La CGT constate une augmentation alarmante de la souffrance au travail comme le souligne l'explosion du nombre de fiches signalFIP en ce début d'année à la DISI. Ainsi les nouvelles méthodes de travail ou gestion liées aux projets DevOPS, aujourd'hui vitrine de notre SI, semblent-elles occasionner des risques supplémentaires. Ne sommes-nous pas dans l'impréparation sur ces projets qui malgré leur nouveau vocable et processus se retrouvent bel et bien confrontés aux problématiques récurrentes d'un SI ?

Le flex-office suscite également nombre d'inquiétudes, en effet les retours d'expérience sur les plans individuels et collectifs de certaines entreprises et administration sont peu reluisants. Ainsi le projet de déménagement de l'ESI Dijon dans l'esprit de densification des sites est craint par les agent.e.s.

Enfin nous allons vous relire mot pour mot une thématique abordée avec vous l'année dernière :le projet dit de modernisation consistant à migrer les programmes...d'un gros système GCOS/ATOS/Européen à un autre gros système de même génération Z/IBM/Américain qui devait alléger notre dette technique !

Qu'en est-il aujourd'hui ? Il a mis des équipes exsangues sous pression.

La sortie des programmes est tellement lente et délicate qu'on réinvestit en machines GCOS et en compétence GCOS pour assurer la pérennité de ce système.

Ce projet a généré des surcoûts liés à la méthode de facturation d'IBM alors que nous devons toujours détenir des machines GCOS.

Cette migration a nécessité la coûteuse mobilisation de nombreux consultants toujours présents aujourd'hui.

En passant, on nous avait dit que les GCOS étaient en fin de vie et que nous n'aurions plus aucun support sur ces technologies. Or Atos (dont la branche Hardware sera pérennisée car trop stratégique pour l'état) continue de renouveler sa gamme. »

Si l'IR (impôt sur le revenu) est sorti. Tout reste malheureusement d'actualité. Nous avons même des éléments chiffrés, puisque l'État va investir plus de 400 millions d'Euros pour sécuriser la branche hardware d'ATOS.

Puisque nous aussi, nous sommes fières de travailler « au coeur de l'État dans une administration régaliennne du numérique » (*Source IT for Business Interview de T. Blanc*) pourquoi persistons-nous dans ces projets n'améliorant en rien notre dette technique et dégradant même la souveraineté de notre SI contre les intérêts de l'État ?